

L'ÉTAT VIDE LES CAISSES DE L'UNÉDIC SUR NOTRE DOS !

Le Conseil d'administration de l'Unédic du 30 juin 2026 a confirmé une vérité que FO dénonce sans relâche : les caisses de l'assurance chômage ne sont pas vides à cause d'une mauvaise gestion, mais parce que l'État les siphonne délibérément.

Pour 2026, l'Unédic prévoit un déficit de 2,3 milliards d'euros. Sans les prélèvements de l'État, le budget serait largement excédentaire de +1,8 milliard d'euros ! Entre 2023 et 2026, ce sont 12,05 milliards d'euros qui ont été confisqués à l'Unédic pour financer les budgets de France Travail et de France Compétences, à l'encontre des décisions des partenaires sociaux.

2,3 Md€

DÉFICIT PRÉVU 2026

+1,8 Md€

EXCÉDENT SANS LES PRÉLÈVEMENTS
DE L'ÉTAT

12,05 Md€

CONFISQUÉS ENTRE 2023 ET 2026

DOUBLE PEINE POUR LES AGENTS DE FRANCE TRAVAIL

En imposant ce hold-up financier et en refusant (via le patronat) la moindre revalorisation des allocations face à une inflation qui frôle les 2,4 %, l'État et les organisations patronales créent une situation explosive dont nous, personnel de France Travail, subissons et subissons les conséquences de plein fouet au quotidien :

- **Une précarité accrue pour les usagers, des tensions renforcées pour nous** : Bloquer la revalorisation des allocations, c'est condamner les travailleurs privés d'emploi à la pauvreté. Un usager étranglé par l'inflation, c'est un accueil et un accompagnement sous haute tension dans nos agences. Nous refusons de servir de paratonnerre aux décisions injustes du gouvernement !
- **Des moyens en baisse, une pression en hausse** : L'État justifie ses ponctions historiques sur l'Unédic pour financer « l'accompagnement » de France Travail. En réalité, cet argent sert à masquer les désengagements budgétaires de l'État, pendant que sur le terrain, nous manquons cruellement d'effectifs et de moyens pour exercer correctement nos missions.
- **La perte de sens de nos métiers** : L'assurance chômage doit protéger contre la précarité, pas servir de variable d'ajustement budgétaire. Nos missions d'orientation et d'indemnisation sont dénaturées pour répondre à des logiques purement comptables et de contrôle à outrance.

LA Cgt-FO REVENDIQUE HAUT ET FORT

- **L'arrêt immédiat des ponctions de l'État** : dans les caisses de l'Unédic. L'argent des cotisations des travailleurs doit aller aux travailleurs privés d'emploi !
- **La revalorisation immédiate des allocations chômage** : à hauteur de l'inflation pour garantir des conditions de vie dignes et un retour à l'emploi serein.
- **Le respect de notre travail et de notre santé** : Nous exigeons de vrais moyens humains et financiers pour les personnels de France Travail, pas des réformes d'affichage financées par le vol des recettes de l'assurance chômage !

Ne laissons pas détruire notre service public et nos conditions de travail !

Rejoignez la Cgt-FO France Travail pour dire NON à l'asphyxie financière de l'assurance chômage et exiger le respect des agents et des usagers.



NOTRE SITE

cgtfo-francetravail.fr

Rejoignez le combat, *syndiquez-vous à la Cgt-FO*